



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

29/01/2026

Et maintenant que faire avec le budget d'austérité sinon d'appeler à la lutte !

Lecornu a donc dégainé l'article 49.3 de la Constitution, son gouvernement a passé les motions de censure prévisibles déposées par LFI ou le RN. Un scénario écrit d'avance avec la complicité du PS et des écologistes. Le texte a été transmis au Sénat. Celui-ci le rejettera et reviendra à l'Assemblée en lecture définitive et après un nouveau 49.3 le texte budgétaire sera définitivement adopté.

Ce tour de passe-passe permet à tous les groupes de clamer leur innocence dans l'adoption de ce budget d'austérité. À quelques semaines des municipales cela est une véritable aubaine pour eux.

La politique économique ne change pas. La complicité ouverte du PS, à travers la non-censure, permet au gouvernement d'imposer ce budget, une attaque très brutale contre les travailleurs...L'offensive austéritaire prévoyant 20 milliards d'euros de coupes frappe l'ensemble du monde du travail, en premier lieu les plus précaires. Si rien ne bouge, l'armée aurason budget militaire de 36 milliards d'euros d'ici 2030. La course à la militarisation sera financée par les travailleurs et les classes populaires.

Les plus riches épargnés

La contribution différentielle sur les hauts revenus (CDHR), créée par la loi de finances 2025, sera maintenue : 400 millions d'euros en 2025, une goutte d'eau! Les ultrariches échappent à l'impôt sur le revenu en réduisant le montant de leur revenu fiscal, le déclarant via des transferts vers des holdings. Cette taxe sur les holdings rapportera 100 millions d'euros, cette rentrée fiscale n'aura lieu qu'en 2027 ! Cette niche fiscale dite pacte Dutreil¹, représentait un manque à gagner de 5,5 milliards d'euros en 2024. Pas d'élargissement de l'impôt sur la fortune immobilière, ni de réforme du crédit d'impôt sur les services à la personne bénéficiant largement aux plus aisés.

Les grandes entreprises contraintes à l'effort ?

Une farce : la surtaxe exceptionnelle maintenue sur les bénéfices des grandes entreprises rapportera un peu moins : 7,3 milliards d'euros². La taxe concerne uniquement les sociétés dont le chiffre d'affaires est supérieur à 1,5 milliard d'euros. Le gouvernement est également revenu sur la baisse prévue de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), un peu plus d'1 milliard d'euros de dépenses.

Le patron du Medef, Patrick Martin en colère : « *Ça se paiera sur le plan économique* », a-t-il menacé alors que les profits des grandes entreprises sont insolents. En 2025, d'après les premières informations publiées par les groupes, les entreprises du CAC 40 vont distribuer à leurs actionnaires **107,5 milliards d'euros**, le plus haut niveau jamais enregistré depuis des décennies. Le Medef défend ses privilèges à tout prix en particulier les 270 milliards d'aide publique aux entreprises chaque année. La pression patronale et gouvernementale se matérialise dans ce budget austéritaire violent et brutal avec la poursuite du pillage des comptes publics aux profits des multinationales, en accord avec l'Etat, le gouvernement, le patronat, la complicité du Parti Socialiste et celle de tous ceux qui directement par leurs votes ou indirectement par leur inaction ont laissé faire.

Une rallonge de près de 3 milliards d'euros, pour financer quelles concessions ?

Une augmentation de 20 % du nombre de rénovations globales MaPrimeRénovmais les opérateurs de France 2030, dont l'Anah (Agence nationale de l'habitat), l'Ademe (Agence de la transition écologique) et

Bpifrance (Banque publique d'investissement), voient leurs crédits rabotés de 1,1 milliard d'euros : ils ont déshabillé Pierre pour habiller Paul !

La prime d'activité augmente de « 50 euros en moyenne » pour « plus de trois millions de ménages » à partir d'avril ou mai, indique le Premier ministre. Coût total concernant les finances publiques : un peu moins de 2 milliards d'euros cette année.

Si ce coup de pouce est le bienvenu pour les travailleurs précaires, la hausse du pouvoir d'achat doit reposer sur les finances des entreprises et non sur les caisses publiques. « *Ce n'est pas à l'Etat de compenser l'insuffisance des salaires versés par les entreprises* », plaide la CGT. Cette prime n'est pas prise en compte dans le calcul de la retraite. Cette prime d'activité est une trappe à bas salaires, incitant les employeurs à maintenir les salaires proches du Smic³ afin que leurs salariés continuent de percevoir la prime.

La jeunesse n'est pas une priorité pour le gouvernement

La charité proposée: Tous les étudiants se verront proposer des repas à 1 euro à compter de mai 2026 mais le CROUS est privé des moyens pour cet objectif. Alors qui paiera ?!

L'Assemblée nationale adopte l'interdiction des réseaux aux moins de 15 ans, A ce jour, *la plupart des réseaux sociaux sont interdits aux enfants de moins de 13 ans...* L'urgence n'est pas d'interdire, mais de s'attaquer aux causes structurelles de la mise en danger des mineurs, ce qui suppose de s'opposer aux budgets d'austérité imposés par le gouvernement, d'exiger des embauches massives de personnels médico-sociaux, d'enseignants, d'AED et d'AESH dans les écoles, des logements dignes, des salaires décents pour tous, offrir des conditions de vie permettant réellement aux jeunes de se construire. Comment prétendre protéger la jeunesse tout en mettant à la rue des mineurs isolés, enfermant les enfants en psychiatrie avec pour principale réponse à leurs maux essentiellement des traitements médicamenteux, en réprimant les jeunes des quartiers populaires... Les moyens de prise en charge ne cessent de s'effondrer et le budget 2026 prévoit la suppression de plus de 4 000 postes d'enseignants et de 3 000 postes d'AED, tandis que la dégradation de l'hôpital public et la casse des services publics en général aggravent encore la situation des jeunes. Contrôler dans la société capitaliste est synonyme de répression: 1600 recrutements dans la police, autant dans la justice, ils n'assureront pas la prévention, ni la détection, ni l'accompagnement des dangers liés aux réseaux sociaux, ils ne permettront aucune transformation durable des comportements. Les psy-EN⁴ sont 1 pour 1 600 élèves en moyenne, il y a 1 000 postes vacants de titulaires en moyenne dans le premier degré et second degré, 1/3 des personnels ne sont pas titulaires ni suffisamment formés. Les recommandations européennes sont le double pour être à la hauteur ! 7 800 postes d'infirmiers scolaires couvrent aujourd'hui l'ensemble des niveaux, de la maternelle à l'université : les besoins sont de 15 300 postes. 2700 assistantes sociale de service social quand 20 000 seraient nécessaires.

Et maintenant que faire avec le budget d'austérité sinon d'appeler à la lutte !

La grève comme moyen, outil et arme fondamentale des travailleurs.

"Nous voulons un autre budget" dit Sophie Binet CGT, il faut « *faire des efforts* » déclare Marise Léon de la CFDT renvoyant à 2027 le débat sur les retraites... Les organisations confédérales appellent à "*la vigilance*" ou au plus "*à mettre le Parlement sous pression*", sans mouvement d'ensemble, sans processus de lutte, sans grève condamnant les travailleurs à la résignation au fatalisme à la place d'organiser la riposte. Seule une mobilisation de très grande ampleur pourrait inverser la donne. Ce que le Parlement vote peut être annulé par la mobilisation, rappelons nous celle de 2006 contre le contrat première embauche (CPE) finalement retiré !

Il est indispensable que les travailleurs interviennent dans la situation se dotant d'un plan de bataille offensif et faire grandir l'idée que le changement de société est la seule solution.

¹ Un mécanisme fiscal conçu à l'origine afin de favoriser la transmission familiale d'entreprise. Le dispositif s'est ensuite transformé en niche fiscale pour riches entrepreneurs et coûte 5,5 milliards par an aux recettes publiques.

² les banques, vont participer à hauteur d'environ 1 milliard sur les 8 milliards de recettes de surtaxe d'IS de 2025. La Banque de France souligne : « *en dépit de la surtaxe exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés prévue par la loi de finances pour 2025, le résultat net pour ces neuf premiers mois de 2025 s'inscrit ainsi en progression de 9,1 %, pour atteindre 30,3 milliards d'euros* ». C'est-à-dire rien !

³ la hausse du Smic, qui n'a pas reçu de « coup de pouce » depuis 2012 et ne progresse qu'en vertu de ses règles automatiques liées à l'inflation.

⁴Psychologue de l'Éducation nationale